

Comité des Dix

Note d'information

L'Afrique dans l'économie mondiale d'après crise : Transformer la relance en une croissance forte, soutenue et partagée

Préparé par : Zuzana Brixiova
Révisé par : Mthuli Ncube, Economiste en Chef et Vice Président.
Léonce Ndikumana, Directeur, EDRE



Banque africaine de développement
Bureau de l'économiste en Chef

Droits et autorisations

Tous droits réservés.

Le texte et les données dans cette publication peuvent être reproduits tant que la source est citée.

Les notes d'information du comité des dix sont des documents de travail pour guider les débats dans les réunions du Comité des dix ministres des Finances et Gouverneurs des banques centrales africains.

Les résultats, les interprétations et les conclusions exprimés dans les documents de travail de la Banque sont entièrement ceux de (des) l'auteur(s) et ne représentent pas nécessairement l'avis de la Banque africaine de développement, son Conseil d'administration, ou les pays qu'ils représentent.

Les notes d'information du comité des dix sont disponibles en ligne à <http://www.afdb.org/>

Droits d'auteur ©Banque africaine de développement 2010



GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

L'Afrique dans l'économie mondiale d'après-crise :

Transformer la relance en une croissance forte, soutenue et partagée

**Réunion du Comité des dix
Washington, D.C., October 2010**

Préparé par : Zuzana Brixiova
Révisé par : Mthuli Ncube, Economiste en Chef et Vice Président.
Léonce Ndikumana, Directeur, EDRE

I. Introduction

Au lendemain de la crise financière et économique mondiale, les décideurs africains s'emploient à repenser leurs stratégies économiques pour la décennie à venir. La croissance élevée qu'elle a enregistrée avant la crise et la réponse rapide qu'elle a apportée à la crise témoignent de l'énorme potentiel économique de l'Afrique. Cependant, la pauvreté reste très répandue sur le continent. Dès lors, la question essentielle est de savoir comment transformer le potentiel de l'Afrique en une croissance forte, soutenue et partagée et apporter des améliorations tangibles aux conditions de vie des populations.

Tout d'abord, la présente note passe en revue les politiques macroéconomiques de l'Afrique appliquées avant la crise et les facteurs qui expliquent la bonne tenue du continent pendant la crise. Ensuite, elle analyse les politiques susceptibles d'appuyer la reprise en cours et d'aider à la transformer en une forte croissance à moyen terme. La note souligne que, pour l'avenir, les politiques macroéconomiques, surtout dans les pays à faible revenu, devraient mettre davantage l'accent sur la croissance plutôt que sur l'objectif d'un taux d'inflation faible. La note s'inspire, tout en l'approfondissant, de l'analyse de la croissance faite dans le document que la Banque africaine de développement, la CEA, l'Union africaine et l'Institut coréen de politiques économiques ont récemment préparé pour la réunion ministérielle de la KOAFEC.

II. Contexte – Aperçu de la croissance en Afrique avant la crise

La croissance élevée (une moyenne de 5,7 % entre 2001 et 2008) enregistrée en Afrique, avant la crise, témoigne du grand potentiel économique de l'Afrique. La croissance du continent repose sur un certain nombre de facteurs, y compris un environnement extérieur favorable et des facteurs intérieurs tels que le recul des conflits, une stabilité politique accrue et des politiques macroéconomiques prudentes. Plusieurs pays ont amélioré leur environnement des entreprises (par ex. le Rwanda), la réglementation du secteur financier (Nigeria), l'administration publique (Sierra Leone), et le recouvrement des recettes fiscales (Liberia).¹ L'accroissement des flux d'échange et d'investissement entre l'Afrique, la Chine, l'Inde et les pays du Golfe a sans cesse contribué à la croissance de l'Afrique pendant la période considérée.

Bien que la croissance du continent ait été forte entre 2001 et 2008, elle restait inférieure aux taux requis pour une réduction durable de la pauvreté. Seuls près de 25 % des pays africains à faible revenu (PFR) affichaient un taux supérieur ou égal à 7 % par an. Dans le même temps, quelque 40 % des PFR affichaient des taux d'inflation inférieurs à 5 % et près de 75 % des PFR réalisaient des taux d'inflation inférieurs à 10 %, entre 2001 et 2008. Ainsi, bien que la plupart des pays aient stabilisé leurs taux d'inflation à un bas niveau, ils n'ont pas pu réaliser les taux de croissance élevés nécessaires pour améliorer les conditions de vie des populations.

Toutefois, dans la plupart des cas, la réalisation de très faibles taux d'inflation (au-dessous de 5 %) ne constitue pas, pour les PFR, un objectif pertinent en matière de lutte contre l'inflation. En effet, l'inflation n'entrave la croissance que si elle dépasse un certain seuil (habituellement 10-20 %). L'impact positif de l'inflation sur la croissance est négligeable en deçà dudit seuil. En outre, dans leur quête de taux d'inflation très faibles (au-dessous de 5 %), les

¹ Une autre note d'information analyse les tendances et défis de la mobilisation de ressources intérieures en Afrique.

PFR pourraient provoquer un impact négatif sur la croissance. En résumé, les PFR devraient maintenir l'inflation entre 5 et 10 %, mais pas à des niveaux très bas. C'est pourquoi, certains PFR ayant réalisé des taux d'inflation très faibles pourraient le faire au détriment de la croissance.

III. L'impact de la crise sur l'Afrique en 2009

En 2009, la croissance élevée de l'Afrique a été freinée par un grave choc extérieur, à savoir la crise financière et économique mondiale (graphique 1a, annexe I). La plupart des pays africains ont été durement touchés dans les secteurs réels, ce qui s'est notamment traduit par une baisse des exportations et des IDE et, dans certains cas, une diminution de l'aide, des envois des travailleurs migrants et des recettes du tourisme. En 2009, la plupart des indicateurs macroéconomiques se sont alors détériorés. Le taux de croissance du PIB réel n'était que de 2,5 % en moyenne, même si la performance a varié entre une baisse de 6,8 % aux Seychelles et une croissance de 9,9 % en Éthiopie. L'impact a été plus dur pour l'Afrique du Sud, où la croissance a chuté d'une moyenne de 6,1 % pour la période 2001-2008 à 1,6 % en 2009 – la plus faible croissance depuis le début des années 90. La production du pays par habitant a également reculé. Dans la mesure où la crise constituait un choc extérieur, les pays plus ouverts aux échanges et à croissance rapide avant la crise (par ex. les pays exportateurs de pétrole et les pays émergents) ont enregistré de fortes baisses en 2009. Ils devraient rebondir rapidement, en même temps que la relance de l'économie mondiale (graphique 1b, annexe I).

L'expérience de la crise laisse entrevoir l'importance de la diversification des exportations – tant pour les produits que pour les partenaires commerciaux. Plus précisément, les pays ayant des relations avec les pays BRIC, surtout la Chine et l'Inde, notamment les marchés frontaliers et les PFR en transition, n'ont pas enregistré une baisse des échanges et de la croissance aussi forte que celle des autres pays (tableau I, annexe I).

Pour ce qui est des autres indicateurs macroéconomiques clés, la balance commerciale et la balance des opérations courantes se sont considérablement détériorées, du fait de l'effondrement de la demande extérieure, en particulier chez les exportateurs de pétrole. Un certain nombre de pays ont enregistré un double déficit, car la détérioration de la balance des opérations courantes s'est accompagnée d'une aggravation du déficit budgétaire. Dans les pays fragiles à faible revenu, la forte détérioration de la balance des opérations courantes a posé la question de savoir comment préserver la soutenabilité de la dette à moyen terme (graphiques 2a et 2b, annexe I). Le nombre de travailleurs pauvres (vivant avec moins de 1,5 dollar EU par jour) a également augmenté à cause de la crise. Selon l'OIT, cette augmentation pourrait être atteinte 15 % en 2009, soit un retour aux niveaux de 2003.

Enseignements tirés des politiques mises en œuvre pendant la crise

Grâce aux réserves accumulées et à l'allègement de la dette obtenu avant la crise, un certain nombre de pays africains ont pu adopter des mesures contracycliques pendant la crise. Les politiques budgétaires ont joué un rôle important, surtout l'accroissement des dépenses publiques en faveur de l'investissement. Ce choix stratégique était tout à fait approprié, face au grand déficit d'infrastructure sur le continent (voir note d'information #3), puisqu'il stimule la demande globale à court terme et la croissance à moyen terme, par l'élimination des obstacles du côté de l'offre. De telles mesures peuvent s'avérer très efficaces, lorsqu'elles sont accompagnées d'une amélioration de l'environnement des entreprises.

Hormis quelques exceptions (telles que l'Afrique du Sud), les politiques monétaires se sont avérées moins efficaces pour répondre à la crise, en raison des rigidités structurelles sur les marchés financiers et des liens limités entre les taux d'intérêt et le crédit. Plus précisément, l'inefficacité du secteur bancaire a fait que la réduction des taux n'a pas souvent favorisé l'accroissement du crédit en faveur du secteur privé, comme ce fut le cas en Ouganda et en Tanzanie. Étant donné ces rigidités, le secteur privé à lui seul ne peut tirer la relance en Afrique. L'État doit donc continuer à intervenir de manière efficace.

IV. Politiques destinées à soutenir la relance en 2010 et 2011

L'Afrique a fait montre d'une résilience étonnante pendant la crise et se prépare à revenir en force. Le continent dans son ensemble a évité la récession, et la production n'a diminué que dans 10 pays sur les 53 en 2009. Le taux de croissance devrait atteindre 4,5 % en 2010 et 5,2 % en 2011. À l'exception de Madagascar, tous les pays africains devraient enregistrer une croissance positive en 2010 et 2011. Bon nombre d'entre eux, y compris des États fragiles, se relèvent rapidement grâce à la hausse des prix des produits de base. Selon les projections de la Banque africaine de développement, l'Afrique sera une des régions en développement affichant la croissance la plus rapide, derrière l'Asie. Cette forte relance a favorisé une reconnaissance renouvelée et un optimisme accru quant au potentiel économique considérable du continent.

L'Afrique a pu faire face à la crise de manière relativement satisfaisante, grâce à un certain nombre de facteurs, dont : i) des politiques macroéconomiques prudentes adoptées par bon nombre de pays avant la crise ; ii) des mesures contracycliques appropriées prises, le cas échéant (Afrique de l'Est), en mettant l'accent sur l'élimination des obstacles (infrastructure) du côté de l'offre ; iii) l'intensification des relations commerciales et des flux d'investissement avec l'Asie et d'autres pays émergents ; et iv) dans certaines sous-régions (Afrique de l'Est), une intégration régionale plus poussée a également joué un rôle positif. En particulier, les politiques contracycliques ont constitué une démarche louable pour se départir de la situation procyclique antérieure. Sur cette toile de fond, le concours opportun fourni par des institutions financières multilatérales, dont la Banque africaine de développement, a également aidé à éviter des coupes claires procycliques dans les dépenses budgétaires.

Avec la reprise en Afrique, comment le continent va-t-il sortir des mesures de crise ? En dépit des bonnes perspectives pour l'Afrique, la fragilité des perspectives mondiales continue de

faire planer des incertitudes sur la reprise de l'économie africaine. Étant donné le fait que bon nombre de pays devraient afficher des taux inférieurs à leur croissance tendancielle en 2010, voire 2011, le défi stratégique principal consistera à les amener sur la voie d'une croissance forte, soutenue et partagée, y compris par l'adoption de mesures provisoires de gestion de la demande. Pour 2010, ces mesures sont en phase avec les politiques qui ont été effectivement adoptées – près de 40 % des pays devraient enregistrer des déficits budgétaires plus élevés en 2010 qu'en 2009.

Des gouvernements africains pourraient souhaiter poursuivre des politiques quelque peu accommodantes en 2011, tout en se réorientant progressivement vers leurs objectifs à moyen terme et l'assainissement des finances publiques. Les stratégies de sortie des politiques d'intervention adoptées lors de la crise devraient donc être progressives et bien coordonnées entre les différents pays et politiques. De même, les politiques de stabilisation à court terme doivent être supprimées de manière progressive, pour éviter de compromettre la soutenabilité de la dette et de saper la confiance des investisseurs. Au moment de sortir des politiques interventionnistes, l'assainissement des finances publiques devrait, dans la plupart des cas, précéder le resserrement monétaire, par qu'il est plus efficace, même s'il peut être techniquement et politiquement plus complexe. Les dépenses sociales et les dépenses publiques pour l'infrastructure doivent être protégées, voire augmentées, afin d'appuyer la stabilité sociale et la croissance d'après-crise.

Compte tenu du souhait d'un retrait progressif des politiques accommodantes et d'une priorité accrue à la croissance à moyen terme, la question se pose de savoir de quelle marge de manœuvre politique les pays africains disposent pour poursuivre ces politiques accommodantes en 2011. En dépit de la détérioration de la situation dans nombre de pays, la plupart des pays africains sont sortis de la crise avec des situations budgétaires plus fortes que celles des économies avancées. À ce jour, la soutenabilité de la dette n'a pas été un sujet de grande préoccupation dans la majorité des pays, bien que la question puisse se poser à moyen terme, si des politiques appropriées ne sont pas adoptées. Souvent, la mauvaise performance des pays en matière de croissance (c.-à-d. une croissance inférieure à leurs taux tendanciels) s'explique par une surperformance dans le domaine de l'inflation (c.-à-d. des taux d'inflation inférieurs à 5 %, ou compris entre 5 et 10 % mais inférieurs à leurs tendances). Ces pays ne devraient pas éviter de stimuler la demande globale de peur de faire grimper légèrement l'inflation, parce que la réalisation de taux croissance élevés est une priorité beaucoup plus importante.

V. Au-delà de la crise : des politiques macroéconomiques favorables à la croissance

Avec la réorientation des objectifs stratégiques vers la croissance, comment rendre les cadres macroéconomiques plus souples, tout en préservant leur crédibilité ? Lors de la crise, les pays ayant des cadres macroéconomiques souples se sont mieux comportés. En vue de rendre les cadres macroéconomiques plus souples, les politiques budgétaires procycliques pourraient être remplacées par des cadres contracycliques axés sur des règles, qui donnent plus de place aux mesures discrétionnaires en cas de chocs inattendus. Les pays africains pourraient s'orienter vers des budgets équilibrés (après dons) tout au long du cycle, en inscrivant les budgets annuels dans des cadres de dépenses à moyen terme.

Sur le front monétaire, lorsque les conditions le permettent, des régimes flexibles ciblant l'inflation, comme ceux actuellement en vigueur en Afrique du Sud et au Ghana, pourraient être envisagés par d'autres marchés émergents et frontaliers. L'évolution récente de la situation mondiale fait ressortir, une fois de plus, les effets néfastes que le gel du crédit peut avoir sur la croissance. Puisque, dans les pays en développement, l'idée selon laquelle la politique monétaire influe principalement sur la production par le biais du crédit est acceptée, les banquiers centraux africains n'ont cessé de se focaliser sur le crédit en tant que volet essentiel du mécanisme de transmission monétaire. C'est pourquoi, à l'avenir, une des mesures importantes de la politique monétaire des PFR africains serait de faire en sorte qu'un volume suffisant de crédit soit disponible pour le secteur privé, en vue de stimuler l'investissement privé et la croissance.

Les pays africains en général, et les PFR en particulier, font également face à des contraintes structurelles qui entravent la compétitivité, le développement du secteur privé et la croissance. Une des contraintes principales concerne le manque d'infrastructures, qui se traduit par une hausse des coûts de production et de transaction commerciale ; des cadres réglementaires rigides qui découragent l'entrepreneuriat ; et un faible niveau d'intégration régionale qui limite les relations économiques intra-africaines et les gains tirés des économies d'échelle. Ces contraintes existaient avant la crise, mais il convient de les lever en vue de jeter les bases de l'accélération de la croissance.

La promotion de l'entrepreneuriat à travers les régions et les secteurs, accompagnée d'une politique bien conçue et bien exécutée, pourrait aider l'Afrique à développer le secteur privé et réaliser une croissance forte, soutenue et partagée. Bien que le secteur privé structuré reste peu développé, il a quelque peu progressé dans certains pays (comme le Kenya, Maurice, l'Afrique du Sud et la Tunisie). Le secteur privé s'est également montré dynamique dans certains domaines et dans certains pays, y compris celui des fleurs en Éthiopie, au Kenya et en Ouganda ou celui du traitement du cuir en Éthiopie. La politique industrielle peut jouer un rôle important, non pas en favorisant ceux qui ont réussi, mais en levant les obstacles à l'entrepreneuriat dans les secteurs et les industries à grand potentiel.

Le renforcement du capital humain est nécessaire pour transformer les pays africains en sociétés axées sur le savoir. Dans notre monde actuel fondé sur le savoir, aucun pays ne peut prospérer sans disposer de la capacité à produire, transmettre et utiliser de nouvelles connaissances. Il existe un écart considérable entre les demandes des économies modernes et les qualifications des étudiants nouvellement diplômés des universités, dans la plupart des pays africains. Plus précisément, la pénurie de compétences, surtout dans le domaine des TIC, des connaissances techniques de haut niveau et des langues étrangères, persiste. Une refonte approfondie de tous les systèmes de l'enseignement supérieur en Afrique est nécessaire pour y remédier. Parallèlement, il convient d'identifier de nouvelles sources de financement de l'enseignement supérieur, y compris auprès du secteur privé. Les décideurs pourraient explorer les différentes formes d'appui de la part de l'État, notamment des garanties de crédit, des bonifications de prêt et des subventions.

La mise en place de filets de sécurité aiderait également à faire partager le fruit de la croissance avec les plus vulnérables. La récente crise financière et économique mondiale a montré, encore une fois, l'importance de la création, en Afrique, de mécanismes de protection des segments les plus vulnérables de la population contre des chocs extérieurs inattendus. Dans

la mesure où la crise financière mondiale s'est transformée en une crise de l'emploi, les pays africains ont pris conscience de la nécessité d'accorder une attention accrue aux programmes de travaux publics, notamment les projets d'infrastructure à fort coefficient de main-d'œuvre. En outre, les filets de sécurité sociale à court terme devraient être remplacés par des programmes bien ciblés de protection à plus long terme, afin de favoriser le partage du fruit de la croissance à moyen terme.

V. Conclusions et principaux messages

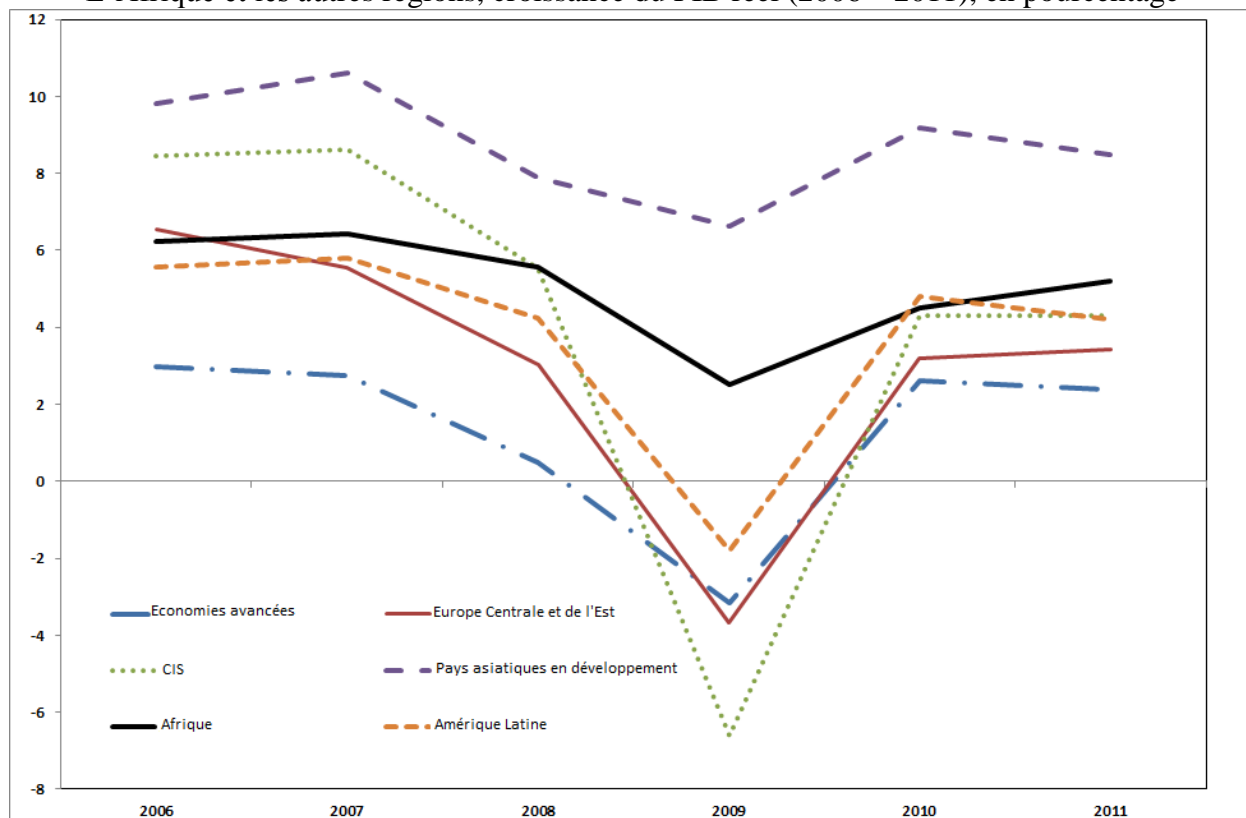
Au lendemain de la crise, la principale question qui se pose à l'Afrique est de savoir quel devrait être l'agenda de lutte contre la pauvreté au-delà des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Étant donné l'énorme potentiel du continent, l'objectif devrait être de bâtir une Afrique prospère, grâce à la réalisation d'une croissance forte, soutenue et partagée. La présente note a mis en évidence des mesures liées à la politique macroéconomique, qui pourraient aider à réaliser ce type de croissance. Les principaux messages sont présentés ci-après.

Principaux messages

- En raison des incertitudes qui continuent de planer sur les perspectives mondiales, des gouvernements africains pourraient souhaiter **poursuivre des politiques globalement accommodantes en 2011**, tout en se réorientant progressivement vers leurs objectifs à moyen terme et l'assainissement des finances publiques. Toutefois, les dépenses sociales et les dépenses publiques pour l'infrastructure doivent être protégées, voire augmentées, afin d'appuyer la stabilité sociale et la croissance d'après-crise.
- Les objectifs à moyen terme devraient reposer sur le développement et la réduction de la pauvreté, grâce à une **croissance forte, soutenue et partagée**. Dès lors, la politique macroéconomique **ne devrait plus mettre l'accent sur la stabilisation et le faible niveau de l'inflation, mais plutôt sur la croissance**.
- Pour être efficaces, les politiques macroéconomiques devraient être accompagnées de **réformes** structurelles (développement de l'infrastructure, promotion de l'entrepreneuriat, renforcement du capital humain, etc.) et **de filets de sécurité** sociale pour protéger les plus vulnérables.

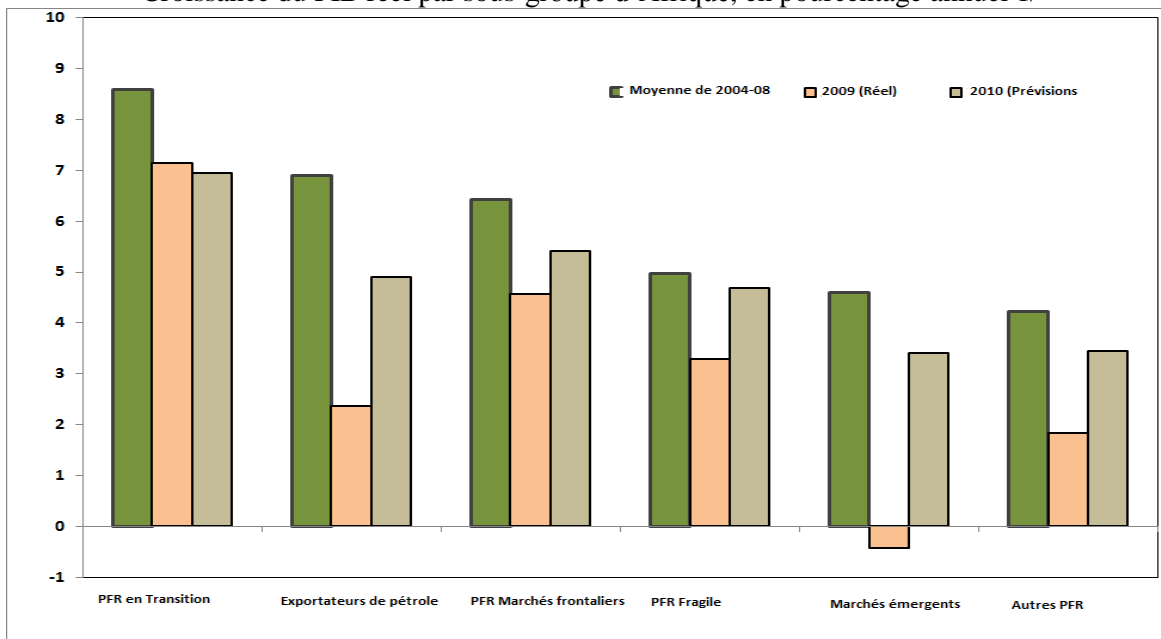
Graphique 1a.

L'Afrique et les autres régions, croissance du PIB réel (2006 – 2011), en pourcentage



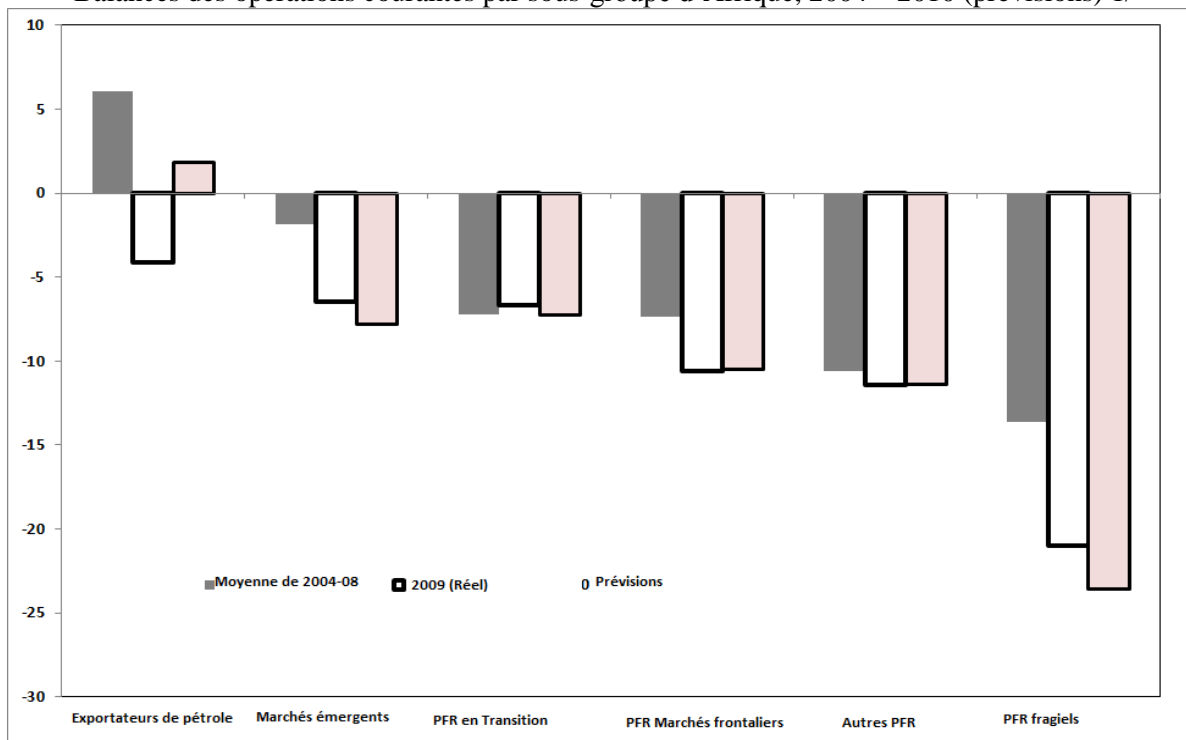
Sources : Base de données de la Banque africaine de développement pour l'Afrique ; et base de données de des perspectives économiques mondiales du FMI pour les autres régions.

Graphique 1b
Croissance du PIB réel par sous-groupe d'Afrique, en pourcentage annuel 1/



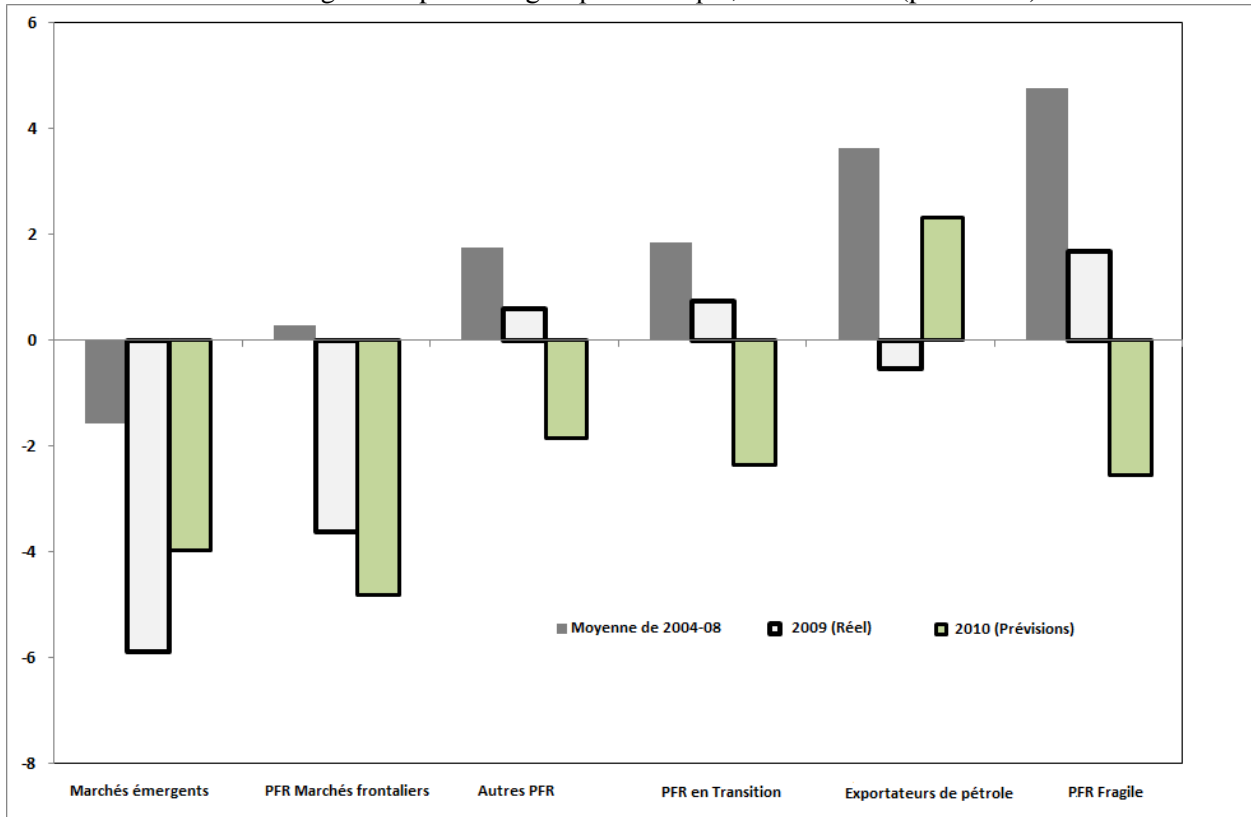
Source : Calculs de l'auteur fondés sur les données de la Banque africaine de développement.
1/ moyennes non pondérées. La classification des pays est présentée à l'annexe II.

Graphique 2a
Balances des opérations courantes par sous-groupe d'Afrique, 2004 – 2010 (prévisions) 1/



Source : Calculs de l'auteur fondés sur les données de la Banque africaine de développement.
1/ moyennes non pondérées

Graphique 2b
Soldes budgétaires par sous-groupe d'Afrique, 2004 – 2010 (prévisions) 1/



Source : Calculs de l'auteur fondés sur les données de la Banque africaine de développement.
1/ moyennes non pondérées

Tableau 1a
Coefficients de corrélation entre les sous-groupes de l'Afrique et les BRIC,

	Exportateurs de pétrole	Marchés émergents	PFR, États fragiles	PFR, Marchés frontaliers	PFR, autres	PFR en transition	BRIC	Chine	Inde
Exportateurs de pétrole	1								
Marchés émergents	0,1127	1							
PFR, États fragiles	0,2320	0,1447	1						
PFR, marchés frontaliers	-0,1118	0,6261	-0,0484	1					
PFR, autres	0,0274	0,4710	-0,2358	0,7217	1				
PFR en transition	0,2399	-0,0001	-0,0379	0,0086	0,1565	1			
BRIC	0,2012	0,2277	-0,0852	0,5762	0,4249	0,2565	1		
Chine	0,3678	0,1621	-0,1755	0,3034	0,2224	0,5094	0,8074	1	
Inde	-0,0319	0,2102	-0,3857	0,4250	0,3273	0,4941	0,6776	0,7475	1

1996 – 2009

Source : Calculs de l'auteur fondés sur les données de la Banque africaine de développement.

Tableau 1b
Exportations des sous-groupes de l'Afrique vers les BRIC, 2004 – 2009

	Croissance des recettes d'exportation (pourcentage)		Part des BRIC dans le total des exportations (pourcentage)		
	2004 - 08 (moyenne)	2009 Réel	2004 - 07 (moyenne)	2008 Réel	2009 Réel
Exportateurs de pétrole	44,2	-27,4	14,9	17,7	18,5
Marchés émergents	39,1	-9,2	5,8	9,9	10,6
PFR États fragiles	85,6	-13,6	6,0	9,4	9,6
PFR marchés frontaliers	32,7	32,6	6,3	8,5	13,1
PFR en transition	37,0	83,9	8,1	7,2	13,1
Autres PFR	51,0	-11,5	16,4	23,5	24,1

Source : Calculs de l'auteur fondés sur les données de la Banque africaine de développement.

CLASSIFICATION DES PAYS

Tableau 1
Classification des pays 1/

Exportateurs de pétrole		PFR, marchés frontaliers		Autres PFR
Angola		Cap-Vert		Bénin
Cote d'Ivoire		Ghana		Burkina Faso
Cameroun		Kenya		Comores
Rép. du Congo		Mozambique		Djibouti
Algérie		Sénégal		Gambie
Egypte		Tanzanie		Guinée
Gabon		Ouganda		Guinée-Bissau
Guinée équat.		Zambie		Lesotho
Libye				Madagascar
Nigeria		PFR, États fragiles		Mali
Soudan		Burundi		Mauritanie
Tchad		Rép. centrafricaine		Niger
Rép. dém. Congo,		Liberia		Sao Tomé et Príncipe
		Sierra Leone		Togo
Marchés émergents				
Botswana		Transition		
Maurice		Éthiopie		
Maroc		Malawi		
Namibie		Rwanda		
Seychelles				
Afrique du Sud				
Swaziland				
Tunisie				

1/ PFR signifie pays à faible revenu.